

S. Rang
B. de Rh.

PROJET DE LOI,

PROPOSÉ

*Par le Comité Ecclésiastique (1), sur le
Mariage & sur les actes & registres qui
doivent constater l'état civil des per-
sonnes.*

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu le rapport de son Comité Ecclésiastique; considérant que la liberté des opinions religieuses est un des droits de l'homme, reconnus & consacrés par la Constitution française;

(1) Les bases de ce projet sont convenues avec le Comité de Constitution;

Que le mariage est essentiellement un contrat dont la validité ne peut dépendre que de l'observation des lois de la nature & de celles de l'Etat ;

Que le sacrement , institué pour sanctifier le mariage , pour communiquer aux époux des graces surnaturelles , peut bien exiger des conditions que la puissance civile n'a pas à déterminer ; mais qu'il est entièrement séparable du contrat , & qu'ainsi les règles ecclésiastiques ne peuvent ni ôter , ni donner les titres & les droits d'époux & d'enfans légitimes ;

Qu'il importe à l'État & aux particuliers de faciliter les mariages ;

Que les législateurs peuvent & doivent quelquefois autoriser ce que la discipline ecclésiastique n'a pas encore permis , & tolérer ou vouloir ignorer des abus que la religion seule peut réprimer efficacement ;

Que tous les hommes ont un égal droit à l'état civil , indépendamment de leurs opinions religieuses ;

Qu'enfin il n'y a rien de plus propre à maintenir l'union & le bon ordre parmi les citoyens , que de régler la manière de constater leur naissance , leurs mariages , ainsi que leurs décès par une loi générale & uniforme pour tous les individus & pour tout le royaume ;

A décrété ce qui suit , sans aucun effet rétroactif quant aux mariages contractés avant la publication de la présente loi :

TITRE PREMIER.

*Règles à observer pour la validité des
Mariages.*

ARTICLE PREMIER.

LA loi ne reconnoitra pour légitimes époux que ceux qui, étant libres & capables de mariage, l'auront contracté d'après les règles & les formes qui vont être établies.

I I.

Le Mariage est défendu entre toutes personnes unies par les liens, soit de parenté, soit d'affinité dans les degrés suivans, & seulement dans ces mêmes degrés, savoir: en ligne directe ascendante ou descendante, sans distinction & à l'infini; en ligne collatérale, entre le frère & la sœur, le beau-frère & la belle-sœur, l'oncle & la nièce ou l'enfant de celle-ci, la tante & le neveu ou le descendant du neveu.

I I I.

La parenté & l'affinité, provenues d'un commerce illicite, n'auront d'effet civil, que lorsqu'elles seront prouvées par un jugement ou autre acte contradictoire & authentique.

I V.

La loi ne reconnoitra plus à l'avenir l'empêchement de Mariage qui provenoit de la compaternité ou affinité

spirituelle ; ni celui de la diversité de culte , ni les empêchemens que produisoient les fiançailles , ni ceux qui résultoient du défaut de consentement de certaines personnes , sauf ce qui est statué par les 4 articles suivans.

V.

La peine d'exhérédation contre les enfans qui se marieront sans le consentement de leurs père & mère , est abrogée ; mais il est défendu à tous ceux qui n'ont pas encore atteint l'âge de 25 ans accomplis pour les garçons ou veufs , & de 21 ans aussi accomplis pour les filles ou veuves , de se marier sans le consentement de leurs père & mère , pourvu que ceux-ci soient habitans dans l'étendue de la domination françoise & jouissans de leurs droits.

V I.

Si la mère est seule décédée , ou si elle est absente hors des pays de la domination françoise , ou non usante de ses droits , ou si elle a disparu depuis , au moins une année , sans qu'on ait eu de ses nouvelles , dans tous ces cas , le consentement du père sera seul nécessaire pour la validité du mariage desdits mineurs.

V I I.

Si le père est seul décédé , ou s'il est absent hors des pays de la domination françoise ou non usant de ses droits , ou s'il a disparu depuis , au moins une année , sans qu'on ait reçu de ses nouvelles , le consentement de la mère & du plus proche parent paternel de l'enfant , lequel parent soit âgé au moins de 25 années , sera nécessaire auxdits mineurs pour la validité de leur Mariage. S'ils ne se trouvent point avoir de parent paternel dans le département où le père a eu son dernier domicile , ni dans aucun des départemens contigus , il pourra

y être suppléé par le plus proche parent du côté maternel ; & la qualité de plus proche parent sera entendue comme il est expliqué en l'article 9 du présent titre.

VIII.

Si les père & mère sont décédés ou absens hors du royaume, ou non usans de leurs droits, ou s'ils ne s'accordent pas, ou si la mère survivante, ou seule présente, ou seule usante de ses droits, ne peut s'accorder avec le plus proche parent de son enfant, le mariage desdits mineurs ne pourra être contracté que du consentement donné à la pluralité des voix du conseil de famille, assemblé au nombre de sept parens ; savoir, les quatre plus proches du côté paternel & les trois plus proches du côté maternel, tous âgés de 25 ans.

IX.

Seront réputés les plus proches parens & appelés à ce conseil en cette qualité, d'abord les ascendans en ligne directe, ensuite les frères, puis les oncles desdits mineurs ; après eux viendront les autres parens collatéraux les plus proches desdits mineurs, préférant toujours tous ceux de la branche aînée à tous ceux de la branche cadette, & l'aîné dans chaque branche à ses puînés. A défaut de parens du côté paternel, domiciliés dans le département où le père a eu son dernier domicile, ou dans les départemens contigus, il pourra y être suppléé par ceux du côté maternel, & réciproquement ; & à défaut de parens paternels & maternels domiciliés dans lesdits départemens, il pourra y être suppléé par des amis ou des voisins.

X.

Les garçons & veufs après ledit âge de 25 ans, & les filles & veuves après celui de 21 ans, ne pourront

contracter mariage sans avoir requis le conseil & consentement de leursdits père & mère par un acte respectueux, rapporté par le secrétaire-greffier de la municipalité du domicile desdits père & mère, & dont il sera notifié copie en bonne forme auxdits père & mère par le secrétaire-greffier de la municipalité, au moins quinze jours avant le Mariage.

T I T R E I I.

Des formes à observer pour la validité des Mariages, & des oppositions à ce qu'ils soient contractés.

A R T I C L E P R E M I E R.

LES personnes qui voudront s'unir par les liens du Mariage, seront tenues de faire publier une seule fois leur promesse réciproque dans le lieu du domicile actuel de chacune des parties, ainsi que dans le lieu du domicile que lesdites parties, ou l'une d'elles auront quitté depuis moins de six mois, si elles ont resté dans le même département, ou depuis moins d'un an, si elles ont passé d'un département dans un autre.

I I.

Les personnes qui n'ont point de domicile fixe, ou qui venant, soit des Colonies françoises, soit des pays étrangers, n'ont point en France de domicile tel qu'il est désigné en l'article précédent, ne pourront faire publier leurs promesses de mariage, qu'après s'être

adressées au directoire du département dans lequel elles se trouveront, lequel, après les informations convenables, commettra, s'il y a lieu, & sans frais, une municipalité, où les promesses d'épouser seront publiées, & où la déclaration de Mariage pourra être reçue.

I I I.

Cette publication sera faite huit jours au moins avant le Mariage, un jour de dimanche, à l'heure de midi, devant la porte extérieure & principale du bâtiment où la municipalité tient ses séances, par le secrétaire-greffier de ladite municipalité en présence du Maire ou d'un autre officier municipal requis à l'ordre de la liste.

Il en sera dressé acte qui contiendra les noms patronimiques & de famille des futurs époux & même de leurs pères & mères, quand on les pourra savoir, ainsi que leur profession & le titre des fonctions publiques des pères & époux, enfin le jour & l'heure de la publication.

Ledit acte sera écrit sur le double registre des Mariages dont il est parlé ci-après, signé dudit greffier & de l'officier municipal présent.

Le greffier en affichera ou fera afficher une copie bien lisible à ladite porte, & prendra les précautions nécessaires pour que l'affiche demeure exposée & entière pendant huit jours.

I V.

Il ne pourra être formé d'opposition à aucun Mariage que par les père ou mère, ou autres parens dont l'avis ou consentement est nécessaire suivant les articles 5, 6, 7, 8 & 9 ci-dessus, ou par une personne qui se prétendrait mariée avec l'un des futurs époux. La partie opposante sera tenue de signer son opposition sur la

minute & sur la copie, ou de la faire signer de même par son porteur de procuration spéciale, lequel, en ce cas, devra notifier ses pouvoirs en tête de ladite copie ; &, dans tous les cas, cette copie sera signifiée au greffe de l'une des municipalités où la promesse réciproque des futurs époux aura été publiée, au choix de l'opposant.

V.

Toutes oppositions à mariage faites par d'autres personnes que celles qui viennent d'être énoncées ; ou sans observer les formes prescrites en l'article précédent, seront réputées comme non avenues ; & il est défendu à tous officiers municipaux d'y avoir égard, sans qu'il soit besoin de les faire annuler par jugement.

V I.

Et à l'égard des oppositions formées, suivant les dispositions de l'article 4, la main-levée en sera demandée & poursuivie devant les juges de district du domicile actuel du futur époux.

Ces juges statueront sauf l'appel, lequel sera toujours suspensif, & aura lieu, suivant les décrets du 24 août, concernant l'ordre judiciaire.

V I I.

Lorsque les parties voudront contracter mariage, elles le pourront à quelque jour de l'année que ce soit, se présentant en la salle d'assemblée d'une municipalité où la publication de leurs promesses aura été reçue, & y déclarant en plein jour & portes ouvertes, en présence du maire, ou, à son défaut, d'un autre officier municipal requis à l'ordre de la liste, en présence aussi dudit greffier & de quatre témoins mâles, âgés de 25

ans, domiciliés dans le district d'où dépend ladite municipalité, parens ou alliés des parties ou leur étant étrangers, & sachant signer, s'il peut s'en trouver aisément dans le lieu, qu'elles se prennent en légitime mariage.

V I I I.

Elles ne pourront être admises à faire ladite déclaration qu'en rapportant les actes de leur naissance, autant qu'il sera possible, de la publication de leurs promesses de mariage dans la forme ci-devant prescrite, & de la main-levée des oppositions, si aucunes il y a eu, ensemble, s'il s'agit d'enfans de famille ou de mineurs de 25 ans pour les garçons ou veufs, & de 21 ans pour les filles ou veuves, le consentement par acte authentique soit de leurs pères & mères, soit de la mère & du plus proche parent, soit du conseil de famille, ou enfin l'acte de réquisition respectueuse, conformément aux articles 5 & suivans du titre premier du présent décret.

I X.

L'acte du consentement des père & mère, ou du plus proche parent, ne sera point nécessaire, lorsqu'ils assisteront à l'acte de la déclaration du mariage.

X.

Le Maire ou l'officier municipal requis, comme il est dit en l'article précédent, déclarera aux parties, au nom de la loi, qu'elles sont unies en légitime mariage & qu'il leur en concède acte.

X I.

La bénédiction nuptiale continuera d'être adminis-

trée suivant les règles & les rites de l'Eglise, approuvés par les lois du Royaume ; mais, conformément à l'ancien droit, elle ne sera plus nécessaire pour la validité d'aucun Mariage.

X I I.

Il est défendu à tous curés & autres prêtres, à peine de faux, de recevoir les paroles de Mariage d'aucune partie & de leur accorder ladite bénédiction, à moins qu'elles n'ayent représenté l'acte de Mariage reçu par l'officier municipal dans les formes prescrites par les articles 7, 8, 9 & 10 du présent titre.

X I I I.

Toutes les dispositions de ce titre & du précédent, concernant les conditions & les formes requises pour contracter Mariage, seront exécutées, à peine de nullité absolue, & il ne pourra en être accordé aucunes dispenses.

T I T R E I I I.

Des actes qui doivent désormais constater les naissances, les mariages & les décès, & des registres de ces mêmes actes.

ARTICLE PREMIER.

L'ACTE de mariage contiendra les déclarations des parties & de l'officier municipal ci-dessus prescrites ; il sera porté par le greffier municipal sur un double

I I

registre à ce destiné. Ledit acte contiendra les noms & âges, les demeures des nouveaux époux, & même de leurs pères & mères, quand on les pourra savoir, ainsi que leurs professions, & le titre des fonctions publiques des pères & époux. Ledit acte exprimera également si les nouveaux époux sont enfans de famille, en tutelle ou curatelle, si les témoins sont parens ou alliés, de quel côté & à quel degré; & sera signé premièrement des parties, & des quatre témoins, si les uns & les autres savent signer, sinon il en sera fait mention: en second lieu, des autres assistans, parens ou amis, s'il y en a, qui sachent ou qui veulent signer, & enfin de l'officier municipal & du greffier, lequel sera obligé, dans la rédaction dudit acte de référer & dater toutes les pièces dont la représentation est nécessaire suivant les articles 8 & 9 du titre précédent.

I I.

Il y aura dans chaque municipalité, outre un double registre pour inscrire les publications & les déclarations de Mariage, deux autres registres aussi doubles pour constater, l'un les naissances, & l'autre les décès des personnes, tous lesquels registres, ainsi que leurs expéditions, en bonne forme, feront foi en justice.

I I I.

La naissance de tous les enfans sera constatée, le plus tôt possible, par la déclaration que feront devant le Maire du lieu de l'accouchement, ou à son défaut, devant un autre officier municipal requis à l'ordre de la liste, le père de l'enfant & deux témoins de l'un ou de l'autre sexe, parens ou alliés de l'enfant, ou lui étant étrangers, âgés de 25 ans, &, en cas d'absence du père, quatre témoins domiciliés, lesquels diront s'ils sont parens ou alliés, & à quel degré, ce qu'ils

saurent du jour & du lieu de sa naissance, ainsi que le nom patronimique qui lui a été donné; les noms patronimiques & de famille, & la profession de ses père & mère, ainsi que le titre des fonctions publiques du père; & il sera rapporté acte de cette déclaration sur le double registre des naissances, lequel acte sera signé du père s'il est présent, desdits témoins, de l'officier municipal présent & du greffier. Et si le père ne savoit écrire ou signer, il en sera fait mention; la même forme sera observée à l'égard des témoins.

I V.

Quant aux enfans trouvés, ou nés hors d'un légitime Mariage, l'officier municipal sera tenu d'insérer les déclarations qui lui seront faites sur leur naissance par les personnes qui les présenteront, sans faire à ces personnes aucune requisition, ni interpellation.

V.

La déclaration du décès sera faite dans les 24 heures avant les obsèques devant le Maire du lieu de décès, ou à son défaut, devant un autre officier municipal requis à l'ordre de la liste, par quatre des plus proches parens de l'un ou de l'autre sexe, & âgés de 25 ans, ou, à leur défaut, par quatre voisins ou amis de la personne décédée, aussi âgés de 25 ans, & au défaut de ceux-ci, par le procureur de la commune du lieu, assisté de deux témoins du même âge.

V I.

L'officier municipal sera tenu de recevoir ladite déclaration, d'y insérer le jour & le lieu du décès, l'âge, les noms, la profession, le titre des fonctions publiques du décédé, & même de ses père & mère,

quand on les pourra savoir, le degré de parenté ou d'alliance des déclarans, & de la faire inscrire sur le double registre à ce destiné. Elle sera signée par les parens ou autres témoins, par l'officier municipal présent, par le greffier, & par le procureur de la Commune du lieu, le cas échéant, faisant mention des parens ou témoins qui ne sauront signer.

V II.

Les corps de ceux qui auront été trouvés morts avec des signes ou indices de mort violente, ou autres circonstances qui donnent lieu de la soupçonner, ne pourront être inhumés qu'en conséquence d'une ordonnance du juge de paix, rendue sur les conclusions du procureur de la Commune, après avoir fait les procédures, & pris les instructions convenables à ce sujet; & toutes les circonstances ou observations qui pourront servir à indiquer ou à désigner l'état de ceux qui seront ainsi décédés, & de celui où leurs corps auront été trouvés, seront insérées dans les procès-verbaux qui seront dressés. Ces procès-verbaux, & l'ordonnance d'inhumation seront écrits & signés en double minute; l'une sera déposée au greffe du juge de paix, & l'autre envoyée sur-le-champ au greffe du tribunal de district; & ladite ordonnance sera référée & datée dans la déclaration du décès, sur le double registre de la municipalité.

V III.

Les registres destinés auxdites déclarations seront tenus, l'un en papier timbré, & l'autre en papier libre; ils seront fournis par chaque municipalité & exempts de contrôle: tous les feuillets en seront cotés & paraphés par premier & dernier, sans frais, par le président du tribunal de district, ou, à son défaut, par le juge subséquent à l'ordre de la liste.

Il sera déposé dans le courant du mois de janvier de chaque année, à commencer en 1792, au greffe du même tribunal par le greffier de la municipalité un double de chacun desdits registres. Le greffier du tribunal de district mentionnera sur le registre qui lui sera remis le jour de l'apport, & en donnera son reçu en papier libre, le tout sans frais & exempt de contrôle.

X.

Le greffier de la municipalité, comme celui dudit tribunal, délivreront aux requérans des expéditions des registres dont ils seront saisis; elles seront exemptes de contrôle, & il ne sera dû que 10 sous pour chacune, sans que l'Officier Municipal ou le greffier puissent rien prétendre pour leur présence, pour la dresse desdits actes, transcription sur les deux registres, ni pour la copie affichée de la publication des promesses de mariage.

X I.

Les déclarations de mariage, naissance & décès, mentionnées au présent décret, seront inscrites & signées sur lesdits registres en même temps qu'elles seront faites, sans retard ni interruption, & sans aucun blanc. Ces registres seront clos & arrêtés après la fin de chaque année, à commencer pour la première fois au premier janvier 1791, par le président du tribunal du district ou autre juge à l'ordre de la liste, & les feuillets qui se trouveroient en blanc, seront par lui barrés.

X I I.

Il est défendu d'écrire & de signer en aucun cas lesdites déclarations sur des feuilles volantes, à peine

d'être procédé extraordinairement contre l'officier municipal & le greffier, lesquels seront condamnés en telle amende ou autre plus grande peine qu'il appartiendra, suivant l'exigence des cas; & à peine contre les contractans, de la déchéance des avantages & profits stipulés entre eux par le contrat de Mariage ou autres actes.

X I I I.

Il est défendu, à peine de 50 livres d'amende contre chacun des contrevenans, & de radiation à leurs frais, laquelle pourra être demandée par tout citoyen, d'insérer ou de souffrir qu'on insère dans lesdits actes aucune des qualités supprimées & prosrites par le décret constitutionnel du 19 juin dernier.

X I V.

Les autres contraventions commises, soit par l'officier municipal, soit par les greffiers, aux dispositions du présent titre & des onze premiers articles du précédent, seront punies de 20 liv. d'amende, sans préjudice des dépens, dommages, intérêts des parties, ainsi qu'il appartiendra; & de plus grande peine, suivant l'exigence des cas, notamment s'il y a récidivé.

X V.

Les curés & tous autres ecclésiastiques, ci-devant chargés de constater les naissances, mariages & sépultures, en demeurent dispensés par la loi de l'Etat & les officiers & greffiers municipaux en sont chargés, comme il est dit ci dessus, à compter du jour de la publication du présent décret.

X V I.

Les registres de baptêmes, mariages & sépultures des paroisses actuellement existans, seront transférés aux archives de la municipalité, & ceux qui sont déposés aux greffes des anciens sièges royaux, le seront aux greffes des tribunaux de districts; le greffier de la municipalité, comme celui du district, en délivreront des expéditions, comme il est dit, pour les nouveaux registres en l'article précédent.

X V I I.

La connoissance de tout procès, concernant l'exécution de la présente loi, est exclusivement réservée aux juges de district.

X V I I I.

Toutes lois contraires aux dispositions de ce titre & des deux précédens demeurent abrogées, & sera le présent décret incessamment porté à la sanction royale.

Signé, DURAND-DE-MAILLANE, LANJUINAIS,
Commissaires du Comité ecclésiastique.

Sur cet objet si important.
LD